

# L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,  
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi 24  
novembre 1976

No 572

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57962

## Dans l'Orne

### 1500 paysans rassemblés pour maintenir sur sa terre un petit fermier

Le dimanche 21 novembre, Malabri, un petit village de l'Orne, était le lieu de rassemblement de plusieurs centaines d'agriculteurs (1 500 selon Ouest-France), venus manifester leur solidarité aux petits fermiers Busnot, menacés d'expulsion arbitraire par un jugement de la Cour de cassation.

Le départ de l'affaire remonte à 1973, date à laquelle le propriétaire des 14 Ha. mis en fermage vend la ferme. Les Busnot ne peuvent acheter faute de moyens financiers et se trouvent en fin de bail. Un gros maquignon de la région convoite la propriété et manœuvre avec les appuis dont il dispose en haut lieu pour casser un jugement attribuant la terre à la Safer, ce qui aurait permis pendant un temps au petit fermier de rester à Malabri.

Seulement les petits éleveurs des cantons avoisinants ne laissent pas les Busnot seuls. Quand, il y a plusieurs mois, le gros marchand de viande essayait d'installer son troupeau sur la ferme, le tocsin retentit dans le village et c'est plusieurs centaines de paysans qui vont l'y déloger.

Mais disposant de l'appui du syndicat des propriétaires fonciers et de la FFA (Fédération française de l'agriculture) - organisations contrôlées au sommet par les gros propriétaires fonciers et agraires - le marchand de bestiaux obtient un jugement en cassation ordonnant l'expulsion pure et simple des fermiers.

La réaction des petits paysans du secteur - dont de nombreux fermiers ou semi-fermiers - ne se fait pas attendre longtemps. Un grand rassemblement était organisé dimanche 21 pour montrer leur détermination à maintenir la famille Busnot sur son exploitation. Ce rassemblement, préparé notamment par les «Paysans-Travailleurs» et avec la participation de Henri Leclerc, avocat progressiste, fut un grand succès et une défaite pour le cumulard.

(Dans une de nos prochaines éditions, des détails par notre correspondant paysan).

## Hassan II à Paris

# UN ROI ASSIS SUR UN VOLCAN

Hassan II rend donc aujourd'hui la visite de politesse que Giscard avait effectuée au Maroc en mai 1975. Le fait que ce soit-là la première visite officielle à l'étranger du roi du Maroc, depuis l'attaque de son Boeing en août 1972, en dit assez long sur la fragilité du pouvoir royal marocain, après plus de 10 ans de répression sanglante contre son peuple. 10 ans de complicité avec l'impérialisme, américain et français en particulier qui rivalisent en couilisse pour exploiter les richesses du pays.

L'impérialisme US reste solidement implanté au Maroc qui constitue pour lui une base stratégique de premier ordre en Méditerranée. Sa 2e flotte et sa 6e flotte y font relâche régulièrement. Des bases américaines d'écoute et de détection sont installées à Kenitra, Sidi Yahia et Boukdanel.

L'impérialisme français quant à lui continue de réaliser de fructueuses affaires aux dépens du peuple marocain, avec la bénédiction d'Hassan II qui reçoit de substantiels avantages du bradage de son pays aux monopoleurs internationaux.

Entre l'État des monopoles français et le roi du Maroc, les liens sont effectivement étroits. Mais cette alliance est tissée sur le dos du peuple marocain.

Depuis l'assassinat du leader Mehdi Ben Barka en octobre 1965, jusqu'à l'expulsion des grévistes de la Sonacotra au printemps dernier, en passant par la collaboration des polices française et marocaine contre les travailleurs immigrés en France - qui a conduit notamment à l'arrestation dans leur pays et à l'incarcération d'une centaine d'entre eux au cours de vacances passées - cette collaboration réactionnaire ne s'est pas démentie.

Tout comme le gouvernement français n'a pas hésité - au moment où le complot de l'Espagne, du Maroc et de la Mauritanie contre le peuple Saharaoui mettait le Maghreb tout entier au bord d'un conflit dangereux - à livrer massivement armements et munitions à Rabat.

Mais Hassan II a beau avoir doublé cette année son budget de guerre, qui du coup totalise 530 millions de dollars, il n'en reste pas moins assis sur un volcan.

(suite p.2)



C'est tout le peuple Saharaoui qui a pris les armes contre ses agresseurs.

## Vincennes

# DES FEMMES EN LUTTE CHEZ KODAK

La crise qui ronge l'ensemble du système capitaliste amène les patrons à intensifier l'exploitation des ouvriers pour maintenir un taux de profits élevés.

Kodak n'échappe pas à la logique, sous la haute direction américaine de l'Eastman Kodak (Rochester USA), un plan de rationalisation de toute la production européenne et notamment anglaise (Kodak limited) et française (Kodak Pathé) est mis en place par un «Comité de direction européen».

Le but de cette opération est l'accroissement sensible de la productivité par un alignement sur les normes américaines afin de lutter contre un prix de revient

trop élevé des surfaces sensibles (pellicules) en Europe par rapport aux productions US.

La conséquence directe pour les travailleurs c'est bien entendu une exploitation accrue, mais aussi une déqualification générale du travail (en raison de la division toujours plus grande de la production), et une réduction graduelle mais continue des effectifs.

Les premières mesures de cette rationalisation ont commencé à se faire durement sentir dans certains secteurs de l'usine et notamment dans le département «finitions du film» où se trouvent la presque totalité des femmes qui travaillent au rendement.

(Suite p.4)

## Sur 6 chantiers Léon Grosse de Vienne et de Lyon

# 200 travailleurs immigrés en lutte dans les pires conditions de répression

La société Léon Grosse est une très importante entreprise du bâtiment qui emploie des milliers de travailleurs, essentiellement immigrés. Dans la région, cette société a actuellement, entre autres, 5 chantiers à Lyon et un à Vienne, en Isère.

L'entreprise Léon Grosse, c'est le visage le plus hideux du capitalisme : exploitation forcée des travailleurs immigrés, racisme, mépris total, y compris de la législation bourgeoise du travail, méthodes de répression fascistes, etc... Pourtant les travailleurs relèvent la tête.

Fin octobre, les travailleurs de 5 chantiers lyonnais décident tous ensemble d'engager une grève illimitée avec occupation des chantiers pour 1 F. de l'heure pour tous, et aussi pour la sécurité sur les chantiers et le respect de leurs droits. Le chantier de Vienne - agrandissement de l'hôpital - se met aussi en grève le 28 octobre. Tout de suite le patron fait intervenir des milices privées avec des chiens policiers. Armes aux poings - cela rappellera quelque chose à ceux qui ont connu le fascisme - les mercenaires tentent de semer la terreur sur les chantiers en grève.

Mais les travailleurs ne se laissent pas intimider. Alors le patron envoie des intérimaires pour briser la grève.

A Lyon comme à Vienne, les travailleurs, soutenus par leurs sections syndicales, principalement CFDT, ripostent alors par l'organisation de pickets de grève élargis, renforcés de militants syndicalistes et de travailleurs révolutionnaires. En même temps, l'Union locale CFDT de Vienne fait connaître cette lutte dans les entreprises de la ville. Le soutien financier s'organise.

Alors que la grève dure déjà depuis 18 jours, le patron, qui refuse toute négociation, annonce 48 licenciements pour «fait de grève».

## LA JUSTICE BOURGEOISE SE MET EN BRANLE POUR APPUYER LE PATRON

Le 15 novembre, le tribunal ordonne l'évacuation des chantiers par les grévistes. Conformément à leur mission, l'État bourgeois, sa police et sa justice volent au secours des patrons qui en ont besoin. Les travailleurs s'organisent alors pour occuper chaque jour un chantier différent, afin de désorganiser le travail.

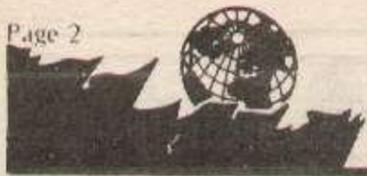
Le 18 novembre, le patron envoie les flics pour faire évacuer, à Lyon, le chantier occupé de la Part-Dieu. 200 CRS prennent le chantier d'assaut. C'est le matraquage en règle, les ra-

tonnades dans le quartier. Un camarade de la CFDT, qui s'interpose, est arrêté et interrogé. En Assemblée générale, les travailleurs décident de la poursuite du mouvement. Le patron porte à 70 le nombre des licenciements pour «fait de grève» !

## IL FAUT SOUTENIR DE TOUTES NOS FORCES LES OUVRIERS EN GRÈVE

L'enjeu est de taille. Tout le patronat de la région a les yeux braqués sur cette lutte. On sait que des banques puissantes aident Léon Grosse pour tenter d'écraser cette grève. L'État capitaliste, avec ses tribunaux et sa police, apporte ses matraques. Il s'agit pour la bourgeoisie de montrer son visage le plus dur, car, d'une part il s'agit d'une importante lutte de nos frères de classe immigrés, et d'autre part elle sait que dans les mois qui viennent la combativité ouvrière ne cessera de s'aiguiser dans la région, comme à travers toute la France. Briser cette lutte, c'est pour Léon Grosse casser le syndicat dans l'entreprise et tenter d'y mater les ouvriers, c'est pour toute la bourgeoisie tenter de démoraliser les travailleurs et de les dissuader de s'engager dans la lutte.

(suite p.3)



le monde en marche

## Hassan II à Paris

# UN ROI ASSIS SUR UN VOLCAN

(suite de la p. 1)

Un an après le déclenchement de la folle et sinistre aventure de la «marche verte», le roi n'a toujours pas jugé bon d'aller «prendre son thé à El Aïoun», capitale du Sahara Occidental, ainsi qu'il l'avait pourtant annoncé publiquement.

Pourtant 15 000 hommes de troupe, le quart de l'armée marocaine, sont toujours massés au Sahara Occidental. Mais l'armée d'agression marocaine n'a pas pu vaincre la détermination du peuple sahraoui à chasser les agresseurs et à imposer son droit légitime à l'autodétermination. La tentative d'union sacrée autour du trône royal n'a rallié que les partis d'opposition légale. Le peuple, lui, est de plus en plus conscient du caractère injuste de cette guerre contre ses frères sahraouis. Y compris parmi les troupes royales, la colère gronde. Et l'interdiction faite aux soldats marocains stationnés au Sahara occidental d'écouter les informations, la confiscation systématique

de tous les transistors n'empêchent pas les nouvelles des échecs essuyés par les troupes marocaines de circuler.

Parmi le peuple, les juttas ouvrières et paysannes se multiplient comme à Casa, Temara, Khemisset, Fez. Malgré une féroce répression politique qui maintient en prison et sous la torture des centaines de patriotes, de progressistes et de révolu-

tionnaires, dans les villes comme dans les campagnes, la misère et la famine grandissent, car l'économie du pays est rendue exsangue par le pillage impérialiste et l'effort de guerre au Sahara. Les phosphates sahraouis de Bou Crâa, convoités par Hassan, se révèlent inexploitable. La mine et son convoyeur sont continuellement sabotés par les patriotes du Front Polisario. Le personnel qui comptait plus de 300 ou-

vriers a été mis en congé forcé et réduit à une quinzaine d'hommes «chargés de la maintenance et de la surveillance des installations», sous le harcèlement permanent des commandos de l'Armée populaire de libération sahraouie.

Les conseils et l'aide de son grand ami Giscard ne pourront rien faire pour sauver Hassan de la triste fin qui l'attend.

## Hassan II à Radioscopie

### Défense et illustration de l'impérialisme français

Vendredi dernier, France Inter préparait le terrain à la venue du fasciste Hassan II en France. Jacques Chancel s'était déplacé avec armes et bagages à Rabat.

Pendant une heure, Hassan nous a raconté ses problèmes personnels, comment, quand il était petit, son père avait fait de lui un roi et comment il comptait faire pareil avec ses garçons, un peu plus, il nous aurait fait pleurer. Par moment cependant, sa véritable nature reprenait le dessus de manière criante. Par-

lant de la folie du monde (comprendre la révolte des peuples contre l'impérialisme et le capitalisme) ce brave père de famille explique «la folie n'est pas due à la technologie, elle est due à la famille qui a abdiqué ses droits, qui a démissionné, et je ne sais pas qui est ce couple maudit pour l'humanité, ce couple maudit qui a été le premier à dire à ses enfants : "Eh, bien mes choux, je vais vous laisser faire votre surprise-party, nous rentrerons à minuit", et bien c'est ce

couple maudit qui est le responsable de tout cela. Ce n'est plus de la liberté, c'est de la licence (1)».

Sans commentaires.

On peut ensuite entendre Hassan rendre un vibrant hommage au colonialisme et à l'impérialisme français par l'intermédiaire de deux de ses plus fidèles servants «Je dois quand même, pour la mémoire du maréchal Juin, être objectif... Car, qu'on le veuille ou non le maréchal Juin a été très respectueux des traditions marocaines, il a été l'élève de Liautey, et le Palais royal demeurait quand même pour lui le Palais, le sultan c'était le sultan».

Quand on sait que Liautey, militaire français de la fin du 19e siècle, a été le stratège de la colonisation par la France de l'Afrique et en particulier de l'Afrique du Nord, on saisit à quel point Hassan a partie liée avec l'impérialisme et à quel point il trahit les intérêts du peuple marocain.

Somme toute, pour lui, la période colonialiste, n'a pas été une mauvaise chose, puisqu'elle a permis à la monarchie de se maintenir en place et de participer à l'exploitation du peuple.

La bourgeoisie compradore ne peut survivre qu'en réprimant sauvagement le peuple. Mais l'heure est aujourd'hui à la libération des peuples et Hassan sera chassé comme tous les autres valets de l'impérialisme et ceci, quelle que soit la puissance apparente de leur maître ; car en dernier ressort, ce sont toujours les peuples qui font l'histoire.

## Bolivie : Arrestation d'Honorato Azurduy

A Cochabamba, les organismes répressifs du régime ont arrêté le dirigeant de la Fédération des travailleurs miniers de Bolivie, Honorato Azurduy, qui, après avoir été brutalement torturé, fut transféré à La Paz, où il est actuellement au secret dans les cellules du ministère de l'Intérieur. La Fédération des mineurs en dénonçant cette nouvelle atteinte contre les dirigeants et les travailleurs miniers, lance un appel à toutes les forces démocratiques et patriotiques afin qu'elles luttent pour la liberté d'Honorato Azurduy, qui de même que Simon Ramirez, autre dirigeant de la Fédération, sont victimes d'abominables tortures.

## Femmes combattantes palestiniennes

C'est quelque part dans une caserne du Liban qu'a eu lieu, au début de novembre, un rassemblement pour célébrer chaleureusement la naissance de la première compagnie de femmes combattantes palestiniennes.

Dans son allocution, Abu Iyad, membre du Comité central du Mouvement de libération nationale de la Palestine (El Fath) a dit l'importance du rôle des femmes combattantes palestiniennes, en rupture avec les vieux préjugés de ne pas croire à la grande capacité des femmes. «Chaque Palestinien, a-t-il dit, doit se réjouir de voir nos sœurs prendre les armes.»

## Algérie : une nouvelle constitution

Le projet de constitution qui a fait l'objet ce week-end d'un référendum en Algérie a été approuvé massivement par la population algérienne, qui, dans deux ou trois semaines est appelée à élire le président de la République algérienne, le président Boumédiène ayant été désigné comme seul candidat à ce titre par le FLN.

La mise en place de l'assemblée nationale populaire, dont l'élection est prévue pour janvier prochain, sera la dernière étape du processus de normalisation de la situation politique algérienne.

La semaine dernière a été marquée par une importante manifestation à Alger où, près de 200 000 personnes ont participé à une marche de soutien du projet de constitution on notait en particulier la présence de 15 000 femmes à cette manifestation, exprimant leur soutien aux dispositions de la Constitution qui affirme l'égalité juridique des femmes et des hommes dans le pays.

## Djibouti : non à la protection française

Plusieurs centaines de manifestants ont manifesté dimanche matin à Djibouti leur colère quelques heures après l'arrivée d'Olivier Stirn, le secrétaire d'Etat aux «Dom-Tom».

Ils portaient des banderoles affirmant «Non à la protection française», «A bas le colonialisme», «Non à l'annexion», «Stirn à la porte». Les forces de répression ont arrêté les manifestants qui tentaient de pénétrer dans les quartiers européens de la ville en disséminant des rouleaux de barbelés aux abords de ces quartiers. Plusieurs arrestations ont eu lieu à cette occasion.

Le gouvernement français qui tente de laisser pourrir la situation à Djibouti le plus longtemps possible ne peut plus espérer endiguer longtemps encore la revendication d'indépendance immédiate qui est l'exigence de tout le peuple.

## USA : nouvelle récession économique en vue

Le contexte économique demeure peu brillant pour les monopoles américains. Le ralentissement de l'expansion, annoncée à grands renforts de trompettes a été encore plus marqué au troisième trimestre que les experts ne l'avaient prévu initialement, la production industrielle américaine a décliné pour le deuxième mois consécutif, les mises en chantier de logement ont diminué le mois dernier, les mises à pied augmentent dans plusieurs industries alors que le chômage est en hausse depuis le printemps dernier.

La ferme attitude des pays de l'OPEP sur l'augmentation prochaine du prix du pétrole est très mal prise par les monopoles US qui dépendent de plus en plus du pétrole importé. Cette année, les USA ont importé chaque jour près de 7 millions de barils de pétrole soit plus de 40 % de la consommation totale du pays contre 23 % en 1970.

ACHETEZ  
TOUJOURS  
L'HUMANITÉ  
ROUGE  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

## ONU

### L'Indonésie condamnée pour son agression contre Timor-Est

Une résolution vient d'être votée par la commission de décolonisation de l'ONU qui condamne l'Indonésie pour son agression contre Timor, lui demande de retirer ses troupes et refuse l'intégration de la partie orientale de l'île dans l'ensemble indonésien.

Évoquant la situation à Timor oriental depuis l'adoption des résolutions pertinentes de l'ONU en 1975, Mari Alkatiri, ministre d'Etat chargé des Affaires politiques de la République démocratique du Timor oriental, a dit dans une intervention du 2 novembre qu'en dépit de la présence des troupes indonésiennes chargées de contrôler le territoire est-timorais et d'éliminer les forces armées nationalistes, «le peuple est-timorais, dirigé par le FRETILIN et comptant sur ses propres ressources et sa propre force, continue de résister avec succès à la tentative impérialiste indonésienne visant à annexer sa patrie». «Le FRETILIN contrôle actuellement

quelque 85 pour cent du territoire national». Il a souligné : «La résistance se poursuit». «C'est le cours irréversible de l'histoire».

De nombreuses interventions sont venues, pendant la discussion, apporter leur soutien à la lutte du peuple timorais et condamner la présence des Indonésiens à Timor.

Outre celle des délégués du Kampuchéa démocratique et du Bénin (ex Dahomey), la prise de parole du délégué chinois affirmait notamment : «Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement la juste lutte du peuple timorais dirigé par le FRETILIN pour résister à l'agression étrangère et pour sauvegarder son indépendance nationale et l'intégrité territoriale. Nous avons la ferme conviction que la juste lutte du peuple du Timor oriental bénéficiera de la profonde sympathie et du large soutien de la part de tous les peuples et pays épris de justice dans le monde».

## LA CONCURRENCE ENTRE LES PAYS CAPITALISTES S'AIGUISE

Alors que la crise capitaliste entre dans une nouvelle phase, la concurrence entre les pays capitalistes occidentaux pour la conquête des marchés prend une intensité de plus en plus grande. Le déséquilibre du commerce extérieur français qui, pour les dix premiers mois de l'année, a atteint plus de 15 milliards, en est une manifestation. Il signifie en effet que les monopoles français ont de plus en plus de mal à placer leurs produits sur les marchés extérieurs tandis que les monopoles étrangers pénètrent de plus en plus sur le marché français.

Les capitalistes français se plaignent en particulier de la concurrence japonaise et américaine. C'est ainsi qu'un rapport du conseil économique et social déclare : « Certaines nations et particulièrement le Japon mettent à profit la protection de droit ou de fait de leur marché intérieur pour participer à l'exportation des niveaux de prix anormalement bas qui, à la fois, leur assurent sur les marchés des positions dominantes et mettent en danger les exportateurs européens. » Le Japon a, de cette façon, obtenu 75 % des commandes mondiales dans la construction navale au cours des huit premiers mois de l'année. Et au mois de septembre, il en a obtenu 93 %.

Dans le domaine des roulements, la pénétration japonaise en France est passée

de deux millions de francs en 1962 à 103 millions en 1975. Quant aux prix, ils sont inférieurs de 30 à 50 % à ceux des capitalistes européens.

En ce qui concerne les rapports avec les USA, le rapport du conseil économique et social indique « au lendemain de la signature de la déclaration de Tokyo qui proposait une ambitieuse étape dans la libération des échanges, le gouvernement américain soumettait au congrès le vote d'un projet de loi renforçant la législation protectionniste ». L'impérialisme US est décidé à obtenir un démantèlement de la politique européenne agricole commune pour favoriser la pénétration de ses produits agricoles.

Au sein de la CEE, la concurrence se renforce également. C'est ainsi que la dévaluation de la livre britannique se solde depuis quelque temps par un développement de la pénétration des produits anglais.

Tout ceci fait dire au quotidien capitaliste « Le nouveau journal » : « La bataille pour l'exportation risque d'être sans pitié dans les mois à venir ».

Ce qui est clair également c'est que pour faire face à cette concurrence, les monopoles vont avoir recours à un renforcement de l'exploitation des travailleurs. Le plan prévoyant plus de 20 000 licenciements dans la sidérurgie en est l'illustration.

## Au 29e Congrès CGT de la métallurgie

# Séguy joue les durs

Au 29ème Congrès de la métallurgie CGT, qui se tient à St Etienne, Séguy est venu faire son petit numéro. Il a déclaré que « l'action est le seul langage auquel les dignitaires de ce régime puissent être sensibles ». Puis, attaquant sans le nommer son compère de « Force ouvrière », André Bergeron, Séguy a déclaré : « A quoi bon aller lustrer les semelles de nos chaussures sur les carpettes de Matignon, surtout si c'est pour nous entendre dire : vous repasserez le mois prochain (en même temps que le Père Noël en quelque sorte). Ce ne sont pas des courbettes qui feront plier le bloc patronal et gouvernemental, mais la lutte unie des travailleurs ».

Séguy jouerait-il aujourd'hui les « gauchistes » ou prendrait-il « conscience » que ces palabres ne servent à rien. Allons, du calme ! « L'action » à la sauce Séguy ce sont les journées bidon, limitées et bien encadrées par les bonzes révisionnistes pour essayer de canaliser la juste colère des masses vers la voie réactionnaire du « Programme commun ». Les dernières « grévettes », journées corporatistes de la métallurgie ou des PTT, ont d'ailleurs été peu suivies ; « actions » dont les « dignitaires de ce régime » savent qu'ils n'ont rien à craindre.

En s'attaquant à son compère Bergeron sur les négociations de salon, Séguy cherche à se dédouaner à

bon compte des accords de collaboration de classe qu'il a lui-même signé des 2 mains avec Maire ... et le même Bergeron, tel « l'accord sur l'emploi » en octobre 1974 où ils signaient pour le développement du chômage sous couvert d'indemnisation à 90 % s'ils sont licenciés pour « motif économique ». En matière de ronds de jambes, ces trois larrons se valent bien.

## Pour avoir répondu à une invitation des élèves du lycée de Créteil

## L'instituteur Papinski face à la justice bourgeoise

Après avoir été arbitrairement révoqué de l'Education nationale, Jacques Papinski avait entamé une très longue grève de la faim. C'est à l'issue de celle-ci qu'il avait fait un « tour de France » pour populariser le plus largement possible sa lutte, et dénoncer non moins largement les pratiques de l'inspection.

Ce « tour de France » l'avait conduit dans de nombreux établissements scolaires, et notamment au lycée de Créteil où il s'était rendu sur invitation des élèves. Le ministre de triste réputation Haby s'était emparé de l'occasion pour frapper de nouveau Papinski. Il exigeait que l'instituteur sorte du lycée. Ce dernier ayant refusé de s'exécuter, le ministère devait pousser la « plaisanterie » jusqu'à le traîner devant les tribunaux !

La semaine dernière, le verdict était rendu par le tribunal de Senlis devant lequel Jacques Papinski était comparu. Après avoir déclaré

Séguy est obligé aujourd'hui de faire semblant de vouloir la lutte pour ne pas paraître en retard par rapport à la détermination grandissante de la classe ouvrière à refuser de payer la crise, quel que soit l'emballage sous lequel la bourgeoisie cherche à la faire passer, et pour essayer de récupérer cette combativité pour le compte du programme politique de la fausse gauche.

l'instituteur coupable de « s'être maintenu irrégulièrement et volontairement dans un lieu affecté à un service public administratif », le tribunal le « dispensait de peine ».

Si cette « dispense de peine » est une preuve évidente de la fragilité des arguments ministériels contre Papinski, elle n'en est pas moins extrêmement grave, puisqu'elle ne consiste ni plus ni moins, pour la justice bourgeoise, qu'à se réserver ultérieurement le droit de condamner l'instituteur. En quelque sorte, il s'agit d'une peine avec sursis, à cette différence près que ladite peine n'est pas encore connue. Il reste que si Papinski, qui continue à se battre, est amené à nouveau à accomplir des actes jugés répréhensibles par la bourgeoisie, la justice des banquiers pourra toujours lui remettre sur le dos « maintien irrégulier et volontaire dans un service public administratif » !

## A Vienne et à Lyon

## 200 travailleurs immigrés en lutte dans les pires conditions de répression

(suite de la p. une)

Il faut que le soutien se multiplie par 10, par 100 ! Sur Lyon, les informations font apparaître que le soutien existe, mais que très certainement il peut être élargi et considérablement renforcé.

Sur Vienne, la solidarité s'élargit, grâce notamment à la multiplication des initiatives que prennent des travailleurs marxistes-léninistes et des militants de la CFDT : interventions sur des entreprises, à des réunions publiques, sur le marché...

Une fois informés sur les conditions de la lutte, nombre de travailleurs de Vienne ont eu de justes réactions de solidarité de classe.

Il faut dans les jours qui viennent que le soutien le plus large se développe dans la région lyonnaise. L'issue de la lutte en dépend largement. Pour soutenir financièrement les travailleurs du chantier de Vienne, écrire à l'UL-CFDT 2, place des Carmes, 38 200 Vienne, en précisant « soutien Grosse ». Pour soutenir ceux des chantiers de Lyon, écrire à Syndicat CFDT construction bois — Bourse du Travail — Lyon — CCP 4 364 66 Lyon.

Solidarité financière, soutien aux piquets de grève, popularisation de la lutte dans son entreprise, sur son quartier, participation aux manifestations des grévistes, etc. sont actuellement des tâches importantes pour aider les travailleurs immigrés en lutte chez Léon Grosse. Travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière !

Correspondant HR

## Rhône Poulenc signe un contrat de 6 milliards avec l'URSS

Le trust Rhône-Poulenc vient de signer l'un des plus importants accords jamais conclus par des capitalistes français avec l'URSS. Il porte en effet sur un montant global de 6 milliards de francs. Il a été signé vendredi en présence du PDG de Rhône-Poulenc, Renaud Gillet, et du vice-ministre du commerce extérieur de Brejnev.

Un communiqué commun indique que « l'URSS a acheté en France une installation sur procédés Rhône-Poulenc pour la production de produits chimiques et notamment d'engrais et d'insecticides. L'URSS accroîtra également sur 10 ans ses achats de produits Rhône-Poulenc. En contrepartie, la société française achètera dans les prochaines années différents produits utiles à ses propres besoins de production ». Le communiqué rappelle que Rhône-Poulenc a fourni à l'URSS, depuis 1960, les procédés pour la fabrication de 16 usines et qu'une coopération étroite

existe « dans le domaine de la recherche scientifique et technique ».

Par de tels accords, les monopoles français cherchent à réaliser d'importants profits. Les sociaux-impérialistes quant à eux, surtout en cette période de crise, font miroiter aux monopoles français les avantages de cette coopération. Dans cette coopération, si les profits capitalistes trouvent leur compte, ce sont surtout les sociaux-impérialistes russes qui sont gagnants. Ils cherchent à tisser des liens avec les capitalistes occidentaux et à rendre les économies capitalistes d'Europe de l'Ouest dépendantes de l'URSS. Par ailleurs, par cette collaboration, les monopoles français apportent une aide aux préparatifs de guerre du social-impérialisme. Tandis qu'une part de plus en plus grande de l'économie de l'URSS est au service de la production d'armements, les capitalistes français lui procurent ce qu'elle ne peut réaliser.

## ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
PÉKIN	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

**IMPORTANT :** Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.



## Les aide-maternelles de Rennes

# DEJA HUIT JOURS DE GREVE CONTRE LA MUNICIPALITE-PATRON !

Les aide-maternelles, ce sont les femmes qui, dans les écoles maternelles, s'occupent des enfants en dehors des heures de classe : le matin avant la classe, le midi, le soir après la classe. Employées par la ville, elles font partie du personnel communal. La municipalité de Rennes est très fière de ce «service social» qui annonce, en fait, ce qui doit être généralisé par la loi Haby.

Depuis quelques mois, elles ont posé leurs revendications à la municipalité. Ces revendications portent sur :

1) la reconnaissance de leur travail comme emploi qualifié et la définition de leur statut ; actuellement, une partie d'entre elles est recrutée sur diplôme (BEP sanitaire et social ou ex-CAP d'aide-maternelles), d'autres n'ont aucune formation. Sur 121 aide-maternelles, 52 sont mensualisées et 69 sont horaires. Les aide-maternelles réclament un statut unique pour la catégorie.

2) les salaires : jusque là elles étaient classées dans le groupe II de la grille du personnel communal, c'est-à-dire payées comme personnel non qualifié (balaieurs, par exemple) ; de plus, les 69 horaires travaillent moins de 3 h 45 par jour, et même les mensuelles ne travaillent que 36 heures par semaine ; leur salaire atteint au maximum 1 440 F par mois.

3) les conditions de travail : bien qu'elles n'aient qu'un horaire incomplet, leur journée de travail s'étend sur 12 heures (le matin de 7 h 15 à 8 h 15, le midi de 11 h 30 à 13 h 15, le soir de 16 h 30 à 19 h 15), ce qui les oblige à 6 déplacements. Par contre, le mercredi et pendant les petites vacances, elles font des journées de 10 heures. Et quel que soit le nombre d'enfants, elles disposent d'une seule salle dans l'école avec très peu de matériel.

### La municipalité-patron combattue

La municipalité a répondu comme un vrai patron qu'elle est puisqu'à Rennes elle n'emploie pas moins de 3 000 personnes. Elle veut bien reconnaître qu'il s'agit d'un emploi qualifié, mais

refuse de les classer dans le groupe V comme elles le réclament : celles qui ont le diplôme seront en groupe III et les autres resteront en groupe II. Autre manière de maintenir la division : seules celles qui ont les horaires les plus importants seront mensualisées, les autres restant à l'heure.

Ces décisions montrent en particulier la surexploitation du personnel féminin par laquelle se distingue la ville de Rennes : les aide-maternelles sont reconnues comme personnel qualifié mais sont classées dans le groupe III qui est l'échelon le plus bas auquel la ville embauche le personnel ouvrier masculin. C'est la même politique de sous-classement, d'horaires incomplets, de chantage pour les femmes seules que la municipalité applique avec les cuisinières, les femmes de service, les aide-ménagères, etc.

Face à la municipalité-patron, les aide-maternelles ont engagé la lutte de classe de manière exemplaire.

Le 10 novembre, l'intersyndicale CGT-CFDT décide la grève illimitée. C'est une première victoire, quand on pense que les aide-maternelles sont 121, réparties par 2 ou 3 dans les 46 écoles maternelles de la ville. La réussite de la grève est due à l'unité qu'elles ont su réaliser entre elles, et qu'elles continuent de défendre face aux manœuvres de division de la municipalité : elles réclament une formation professionnelle sur le temps de travail, pour celles qui n'ont pas le diplôme, et la mensualisation pour toutes.

Si la grève a réussi, c'est aussi grâce au soutien qui s'est manifesté parmi le personnel des cantines et des écoles, dans l'ensemble des employés communaux

et chez les parents d'élèves : pour certaines écoles, ceux-ci ont organisé des garderies parallèles pour les familles à qui la grève créait des difficultés.

### Le conseil municipal détrôné...

Le meilleur exemple de leur conscience de classe, elles l'ont donné lors de la manifestation du 15 novembre au conseil municipal.

Ce n'est pas la première fois que des groupes interviennent au conseil municipal ; certains respectent docilement le règlement officiel qui impose le silence à l'assistance ; et souvent même ceux qui font plus de bruit continuent malgré tout à voir devant eux les élus du suffrage universel et cherchent seulement à influencer les décisions souveraines de l'assemblée... Pour les aide-maternelles, en face d'elles, c'était leur patron ; et c'est une véritable manifestation qu'elles ont organisée, comme en face de n'importe quel patron, reprenant les mots d'ordre lancés au mégaphone.

Le sénateur-maire Fré-

ville, au bord de la retraite n'en avait sans doute jamais vu autant de sa carrière, lui qui venait de proclamer son souci de «progressivement améliorer le sort de la fonction communale». Après quelques tentatives de rétablir «l'ordre», il s'avoue vaincu et choisit la fuite : la séance est levée. Ces messieurs-dames plient bagage, pendant que les manifestants chantent : «Ce n'est qu'un au revoir !» Maîtres du terrain, les aide-maternelles ainsi que les parents et les travailleurs qui sont venus les soutenir s'installent dans les fauteuils vides pour discuter de la poursuite de la grève et de sa popularisation. Pour le reste de la

soirée, la mairie devient la maison du peuple...

Certains, qui, sans doute, y croyaient à cette réunion du conseil municipal et qui sont prêts à se contenter des quelques avantages qui ont été consentis à celles qui possèdent le diplôme passent dans les rangs pour inciter à la reprise. Le délégué CGT qui s'était déjà fait tirer l'oreille au départ de la grève est particulièrement actif dans ce rôle. Mais cela est loin d'ébranler la détermination des grévistes, renforcée au contraire par la manifestation qui vient de se dérouler. La grève continue dans l'unité et le soutien s'organise sur l'ensemble de la ville.

## Vincennes

# DES FEMMES EN LUTTE CHEZ KODAK

(suite de la p. une)

Les ateliers de femmes chez Kodak n'ont jamais lutté jusqu'à présent, c'est une chose connue dans toute l'usine de Vincennes. Depuis 15 ans, l'atelier des «vérifications du film» (ouvrières responsables de la qualité du film, qui fait l'image de marque Kodak) ont accepté un travail considéré par la direction elle-même, comme essentiel pour la «qualité Kodak» sans que leur soit reconnue la qualification réelle du poste.



La direction pensait donc, vu la combativité inexistante de l'atelier des vérificatrices, faire passer ces nouvelles mesures sans heurt. Elle s'est trompée, 15 ans plus ça, c'était trop !

Sous l'impulsion de la CFDT, les ouvrières de la vérification ont demandé une catégorie supplémentaire. Face au refus de la direction elles ont engagé depuis le 8 octobre une grève des rendements (75 % de la production seulement) puis depuis le 23 octobre elles sont en grève partielle (elles ne

travaillent que 4 heures sur 8 moyenne par jour et par équipe 2/8).

### UNE IMPORTANTE PRISE DE CONSCIENCE

Ce qu'il nous semble important de relater, en tant que marxistes-léninistes engagés dans la lutte aux côtés des «filles de la vérif», en tant que délégués CFDT ce n'est pas le déroulement chronologique de l'action ni les

pour travailler «dans le même bateau» «si vous avez des problèmes, venez voir vos chefs ! ça s'arrangera !» et souvent «ça s'arrangeait».

C'était Kodak... hier, 80 % du marché mondial de la photo, des usines sur tous les continents, et un géant de la chimie aux USA avec l'Eastman Chemical, c'était la puissante Kodak qui faisait plier tout le monde même l'Etat américain.

Kodak aujourd'hui c'est aussi le recul de l'impérialisme américain, la concurrence japonaise, italienne, on ne craint plus Kodak, c'est le succès du polaroid (photo instantané) c'est la vigueur de la loi anti-trust aux USA, c'est le déclin de Philips (perte du marché de la bande magnétique), c'est le danger de la vidéo...

Pour Kodak, il faut s'adapter et vite, et ça, hier encore, les ouvriers et les ouvrières ne le savaient pas : Kodak restait «la bonne boîte».

C'est bien dans cet esprit que les ouvrières de la vérification sont allées demander à la direction leurs catégories, elles pensaient qu'entre les ouvriers et les patrons il n'y avait pas de grands problèmes, juste un peu d'incompréhension, il suffisait de s'expliquer honnêtement, de faire valoir leurs arguments pour qu'elles soient entendues, puisqu'ils étaient justes !

Mais pour la direction Kodak-France, l'heure n'est plus à la façade, aujourd'hui il faut mettre en place des chaînes de production compétitives, diminuer les effectifs, déqualifier le travail et les maîtres américains ont donné des dates limites.

Alors la grève des vérificatrices dans le secteur-clé de la rationalisation c'est un peu le grain de sable. De plus une grève d'atelier aussi dure, ça ne s'était pas vu depuis longtemps et de la part des femmes, ça ne s'était jamais produit.

(A suivre)





## la France des luttes

## L'école au service de qui ?

## LA PAROLE A LA CLASSE OUVRIERE

A propos d'une expérience «d'école ouverte» à Dunkerque, organisée par la section CFDT d'Usinor.

Le 13 novembre, à la MJC de Dunkerque, la CFDT et plus particulièrement la section d'Usinor et le secteur SGEN organisaient une «école ouverte». Pour une fois, ce n'était pas une réunion d'information des enseignants, mais un dialogue avait lieu entre parents ouvriers et enseignants, orienté par les ouvriers sur les problèmes concrets de l'école.

Dans l'article précédent, notre correspondant a relaté la discussion sur l'«école de la rentabilité au service du patronat», sur les centres de préparation à l'apprentissage.

Dans le présent article, sont abordées les questions concrètes de l'école et de l'enseignement.

La question posée était : Comment ne pas transmettre l'idéologie bourgeoise ; et les enseignants présents étaient bien conscients que ce refus passait par une lutte contre la hiérarchie dans l'Éducation nationale.

Le manque d'information, le sentiment d'être totalement étrangers à l'école, de ne pas pouvoir aider les gosses dans leurs devoirs, de ne pas même pouvoir les orienter correctement, étaient fortement ressentis par les travailleurs présents.

— Ce sont d'abord les *Conseils de classe*, auxquels on invite les parents. Mais dans une famille où le père est au travail-posté, comment faire ?

— C'est la réticence des professeurs à répondre aux questions des parents, d'un air de dire «ça ne vous regarde pas !» et «On n'a pas le temps».

— Et les associations de Parents elles-mêmes ? Ainsi que le disait un travailleur : «Quand on voit qui a les choses en main dans ces organisations, on a compris... ce ne sont pas les travailleurs !».

— Ce sont aussi les illusions de l'orientation.

Un professeur de CET nous disait la déception d'un gosse de 14 ans. Orienté pour devenir «carreleur-mosaïste», il pensait faire des fresques, un travail artistique... et se retrouve poseur de carreaux. Maintenant, on dit simplement «carreleur», mais, sur la brochure, une splendide mosaïque sert d'arrière-fond à un carreleur au travail.

Et toute l'orientation est basée sur cette tromperie ; pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir le film de propagande de l'ANPE passé aux élèves de fin de pratique et toutes les brochures où le métier proposé est toujours un métier d'avenir, bien payé et où l'on peut devenir chef ! Et quand on a un diplôme, bien souvent c'est pour faire un boulot sans rapport avec ce dernier.

Le contenu et la forme de l'enseignement ferment l'école aux travailleurs, mais l'école leur est bel et bien fermée au sens propre.

Un membre de la Fédération des parents d'élèves Cornec expliquait les difficultés qu'il peut y avoir à se réunir dans une école. Demandes d'autorisation au maire, au préfet... qui ne sont obtenues que dans des délais très longs. Et puis il faut apporter les chaises, nettoyer le local... Bref, tout est fait pour nous décourager.

Autre exemple : un militant CFDT de l'ANPE intervenait pour

dire comment il était «viré» d'un établissement scolaire pour avoir voulu donner des informations véridiques sur l'orientation et l'emploi.

Un professeur du SGEN montra alors en quoi l'opération «École ouverte» elle-même était l'illustration vivante de cette expulsion des travailleurs hors de l'école.

Nous n'étions pas dans le CET, initialement prévu, mais bien dans la MJC, car une circulaire ministérielle de Haby interdit désormais toute réunion publique dans les établissements scolaires.

Et le problème fut nettement posé : «il faudra tôt ou tard tenter ce coup de force d'occuper nos écoles. Il ne faut pas rentrer dans la procédure. A qui appartient l'école ? Au ministre ou aux travailleurs ?».

Autre question ouverte dès lors : «quels moyens pour ouvrir nos classes, pour y faire venir des travailleurs, des militants syndicalistes ?». Encore une fois, une certitude : c'est par la lutte que nous y arriverons, parents, enseignants, élèves, en osant affronter la hiérarchie. En définitive, en osant s'attaquer à l'Etat lui-même.

Mais, outre les critiques et les dénonciations de l'école, sont apparues aussi dans le débat les aspirations des travailleurs.

## LE DROIT A L'INFORMATION

Et là, le rôle du SGEN et des profs voulant se mettre au service de la classe ouvrière était de déchirer les voiles tendus autour de l'école, en multipliant des rencontres comme celle-ci, en distribuant des tracts, en parlant à leurs élèves de la condition ouvrière..., en engageant des luttes en étroite unité avec les travailleurs.

## QUE LES ENFANTS REUSSISSENT

Tous les travailleurs présents étaient unanimes à dire qu'ils se battaient pour que leurs enfants aillent à l'école, et pour qu'ils «réussissent», ce qui veut dire : ne pas connaître les dures conditions de vie de leurs parents.

Sur cette aspiration tout à fait compréhensible, mais dangereuse si on ne précise pas ce que veut dire «réussir», les points de vue sont malheureusement restés vagues, se contentant d'affirmer qu'il ne fallait pas perdre de vue le système dans lequel on se trouvait.

Il aurait fallu affirmer que la «réussite» que proposent la classe

bourgeoise et son école aux fils de travailleurs (et combien peu nombreux) n'est trop souvent que la proposition de rejoindre ses rangs et trahir sa classe d'origine.

Il aurait été intéressant de creuser ce que voulait dire «réussir» dans une perspective prolétarienne. Après le débat, dans la discussion qui suivit, un travailleur exprima ainsi son point de vue : «Réussir, ne veut pas dire forcément gagner des millions, mais être bien dans sa peau», et l'ensemble de la discussion montrait bien que «être bien dans sa peau», c'était pour ces délégués combattifs la possibilité d'avoir la maîtrise de son travail et aussi, actuellement, militer dans le syndicat, y mener la lutte offensive contre le patronat...

Mais déjà, au cours même du débat, cette conception se dessinait à travers les exigences que posait un délégué d'Usinor : D'abord que l'é-

cole apprenne réellement quelque chose, forme les enfants à leur futur métier. Et à partir de son expérience syndicale, il dénonça tous les accidents du travail, souvent mortels. «Qui est complice ?», dit-il, «les patrons qui, toujours pour le profit, mettent les jeunes à la production sans formation. Ceux qui n'ont rien dit, les petits chefs, les ingénieurs, et aussi l'école. L'école qui ne prépare pas à un métier, l'école qui apprend à dire OUI, qui est «l'apprentissage à ne pas prendre ses responsabilités». L'école qui est celle de l'individualisme, de la soumission à l'autorité, n'est pas celle que veut la classe ouvrière. Ce qu'elle réclame, c'est une «culture du collectif, une culture de l'organisation», où les enfants de la classe ouvrière deviennent des hommes à part entière».

(à suivre).

## A tous nos correspondants

Il arrive parfois que nous ayons des difficultés à lire certaines lettres : des mots, pas très bien écrits, sont durs à déchiffrer. Cela peut être source d'erreurs, et il peut même arriver que le sens d'une phrase soit ainsi transformé. Il est certain que l'idéal serait que vos lettres puissent être dactylographiées. Mais, et nous le savons parfaitement bien, cela est impossible pour la plupart d'entre vous... Par contre ce que nous croyons possible de vous demander c'est d'écrire en MAJUSCULES tous les noms propres, de personnes, de villes, d'entreprises, etc., et d'indiquer en toutes lettres la signification des abréviations que vous êtes amenés à utiliser, par exemple : IUT : institut universitaire de technologie ; CPCAMRP : Caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, etc.



## Morbihan

## SAISIE SCANDALEUSE CHEZ UNE FAMILLE DE PETITS ELEVEURS

L'agonie lente du capitalisme est mille fois plus douloureuse que la Révolution disait Lénine. Les ouvriers et les petits paysans, les travailleurs exploités par les capitalistes sont bien placés pour le savoir. Et c'est ce que montre une fois de plus cette expulsion qui vient de se produire à Plaudren (près de Vannes dans le Morbihan) : un huissier de Vannes accompagné d'un groupe de déménageurs, s'est présenté le mercredi 17 novembre à 9 heures au domicile d'un cultivateur pour mettre à exécution un jugement du tribunal paritaire des baux ruraux suivi d'un «commandement de déguerpir».

En rien de temps, l'unique pièce d'habitation de la ferme a été complètement vidée : les meubles, la gazinière, tous les papiers de la famille entassés pêle-mêle dans la grange ; les 3 vaches lâchées dans la nature ; le foin et la paille jetés dehors sans être bûchés ; tout le grain n'a pu être enlevé faute de sacs. Le cadenas a été mis sur la porte.

Le cultivateur (40 ans), sa femme et son fils, (6 ans), en pleurs, se sont réfugiés chez un cultivateur voisin, ne sachant pas où ils allaient coucher la nuit suivante. Malgré le silence qui a entouré cet «exploit» d'huissier, (il fallait faire vite, avant le 15 décembre, date limite des expulsions autorisées avant l'hiver) la nouvelle a vite fait le tour de la commune : toute la population en était écoeuvée et révoltée !

Installé au village de «Pen-Bodo» en Plaudren depuis 11 ans, le cultivateur Joseph Calohard, exploitait une ferme de

13 ha cultivables. Ils vivaient dans une très modeste maison : le propriétaire leur avait promis d'aménager une chambre quand ils auraient un enfant ; l'enfant a 6 ans et le propriétaire n'a rien fait. Les gens de la commune disent que «les cochons sont mieux logés». Comme la plupart des petits paysans, Joseph Calohard trimait dur mais n'arrivait pas à joindre les 2 bouts : il n'arrivait plus à payer un fermage exorbitant. Les dettes s'accumulaient. Il fit un emprunt au Crédit Agricole et, pour le rembourser, il fut obligé de vendre 6 de ses 9 vaches. Tout allait alors se précipiter. Les deux années de fermage en retard au moment du jugement (1er juin 1973) ont été réglées depuis, mais le propriétaire mit opposition sur la «paie de fait» qui, depuis 2 ans, était portée régulièrement par la coopérative entre les mains de l'huissier.

D'après les récépissés qu'il a réussi à sortir de son armoire, au milieu du fouillis de la grange, le total de ses versements atteint le prix des fermages dus, mais le propriétaire veut absolument l'expulser.

Depuis hier, les cultivateurs et leurs fils, après des années de travail, se retrouvent sous la pluie, sans rien.

Bavure du système ? Ça s'isole ? Absolument pas. Ceci montre simplement que le système capitaliste traite les travailleurs comme des chiens, tout justes bons à être foutus à la rue quand ils sont jugés pas assez rentables. Et que la seule solution, c'est pas de pleurnicher auprès des pouvoirs publics et des «élus locaux», mais d'engager résolument la lutte pour balayer ce système pourri, cette dictature bourgeoise et mettre à la place le socialisme.

Un lecteur.

## ARRACHER

## LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

— E 100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



## Meeting des amitiés franco-chinoises

# SALLE COMBLE !

Un nombre important d'amis de la Chine était venu assister à ce meeting, le premier de cette ampleur organisé par l'Association depuis la nomination du président Houa Kuo Feng et les décisions prises par le Parti Communiste Chinois à l'égard de la « bande des quatre ». Il revêt donc une importance particulière.

C'est tout d'abord le représentant d'un groupe AAFC présent en Chine dans la région où avait sévi le tremblement de terre cet été qui a pris la parole pour raconter avec quelle efficacité les Chinois avaient secouru, aidé, reconforté leurs amis français (une jeune femme membre du groupe est décédée lors du séisme).

Il a souligné l'importance des moyens de secours mis en œuvre. Mille travailleurs médicaux étaient transportés dans la zone sinistrée dans la journée et 4 000 en deux jours. A Pékin, lors d'une « alerte au séisme » à 4 h du matin, une centaine de travailleurs munis chacun d'une lampe de poche et d'une pioche sont immédiatement accourus pour enlever les gravats et ont déclaré aux Français qui se trouvaient là : « le peuple chinois vous prend sous sa protection, vous ne risquez rien ! S'il y a du danger, nous évacuons tous ensemble et de façon organisée ». Et dit M. Monge, « nous nous sommes sentis tellement rassurés par le calme, la gentillesse des amis chinois que le problème ne s'est même pas posé pour nous de savoir s'il fallait continuer le voyage ou pas. Les circonstances, a-t-il poursuivi, nous ont permis de vivre au milieu du peuple chinois encore plus que dans les voyages habituels. Nous avons reçu une leçon de sang-froid, de courage, de fraternité, d'initiative. On m'a déjà demandé si je pensais qu'il y avait là un lien avec la conscience politique du peuple chinois. Je dirais même plus : c'en est l'expression tangible ».

## En Chine lors de la mort de Mao Tsé-toung

Georges Andrieu, adhérent de Marseille, a fait partie d'un voyage de septembre de l'Association au cours duquel il a pu se rendre compte du poids énorme que représentait la mort du président Mao. Dans les usines, dans les hôtels, partout figurait son portrait entouré de crêpe ; les inscriptions murales, rouges d'habitude avaient été remplacées par des noires.

Il a cité l'exemple d'une lettre d'un ouvrier d'une usine de Canton exprimant son admiration et sa peine à l'occasion de cette mort.

Il attribuait notamment au président Mao le mérite d'avoir exprimé les thèses scientifiques de la continuation de la lutte de classe sous la dictature du prolétariat, de la nécessité de combattre la bourgeoisie présente à l'intérieur même du Parti communiste, et d'avoir dirigé cette lutte de classe, notamment contre Lin Piao, Teng Siao-ping. « Durant tout notre séjour, a ajouté M. Andrieu, nous avons vu un peuple peiné, oui, mais pas désespéré ».

## La situation actuelle en Chine

C'est Hélène Marchisio qui est intervenue sur cette question répondant ainsi à l'attente de toute la salle. « Il y a deux mois, a-t-elle déclaré en substance, nous disions que de grandes luttes ne manqueraient pas de surgir, après la mort de Mao Tsé-toung, comme elles avaient surgi de son vivant. Beaucoup, quand les nouvelles vinrent, furent inquiets ! Il faut dire que la presse y inclinait par ses spéculations. Un jour notamment, on parlait du rapprochement avec l'URSS, mais le lendemain un communiqué officiel apportait un démenti cinglant ; et peu à peu des nouvelles de plus en plus importantes arrivèrent ».

La presse chinoise nous apprenait que le Comité central du PCC s'était réuni le 6 octobre et avait nommé le président Houa Kouo-feng.

C'est donc le peuple chinois qui s'est donné un dirigeant qui avait d'ailleurs été nommé vice-président sur proposition de Mao Tsé-toung. « Elle a relaté l'accueil fait par le peuple chinois à la décision du CC d'écarter les 4, les manifestations de Shanghai où six millions de travailleurs apportaient un soutien éclatant au Parti communiste chinois et à sa direction. « Admettre une manipulation, a-t-elle déclaré, c'est l'appréciation de ceux qui, depuis des années ont présenté le peuple chinois comme huit cent millions de marionnettes ». Tout en soulignant que l'analyse complète de la « bande des quatre » ne serait faite qu'à l'issue du débat critique commencé par le peuple chinois elle a mentionné trois points sur lesquels portaient d'ores et déjà ces critiques.

« Les quatre » ont tenté par diverses manœuvres de faire une scission dans le Parti communiste chinois, et le Comité central de celui-ci se devait de prendre une décision en appliquant les statuts prévus à cet effet.

Selon les textes chinois, « les quatre », en déformant le principe « faire la révolution et promouvoir la production » et en opposant l'édification économique à la révolution, ont de fait saboté la production.

Enfin, ils ont essayé par divers moyens d'imposer leur ligne dans la presse ainsi

que dans le domaine de l'art et de la littérature.

C'est ainsi qu'ils ont cherché à empêcher la sortie et la diffusion du film « les pionniers » sous prétexte qu'il mettait trop en avant la production alors que Mao Tsé-toung lui-même avait déclaré à son sujet : « Ce film ne comporte pas de graves défauts. Je propose qu'on en autorise la distribution. On ne peut pas le considérer en exigeant la perfection absolue. Et puis dresser contre lui un réquisitoire en 10 points, c'est vraiment excessif. Cela n'est pas favorable à un réajustement de la politique du parti en matière de littérature et d'art ». Avant d'annoncer la projection de ce film à la place de film « Tchouen-miao » dont la diffusion est suspendue à l'étranger en attendant les conclusions du débat critique dont il fait l'objet en Chine, Mme Marchisio a conclu : « Aujourd'hui, l'amitié avec le peuple chinois peut et doit se développer. C'est vers ce but que tendront tous les efforts de l'Association ».



# 1977

## L'Humanité Rouge

Le calendrier 1977 comporte 12 grandes photos sur des luttes ou des événements récents, ainsi qu'une linogravure. En outre, un certain nombre d'événements parmi les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international (ou du mouvement révolutionnaire international) sont rappelés pour chaque mois de l'année. Que tous nos camarades et amis le diffusent autour d'eux, dans leur usine, leur quartier, leur famille...

Vendu 10 F minimum pour la souscription.

## NOUVELLE OCCUPATION DE LOGEMENT A VITRY

A Vitry-sur-Seine, municipalité révisionniste, une femme, mère de 3 enfants, qui travaille à la chaîne dans une entreprise de la commune, vivait depuis 8 mois chez Mme X, mère de 4 enfants, également à la Cité des Marronniers.

Le 18 novembre au soir, elle décide avec l'aide de quelques amies, parmi lesquelles une militante de l'« Humanité rouge », d'occuper un deux-pièces de la même cité vide depuis plusieurs mois. Le soir même de l'occupation des

adhérentes du PCF, qui l'aident également, téléphonent à la cellule de la cité voisine, cité Tournaire de la Semise, pour lui demander de soutenir ; réponse : NIET ! Excédées, elles finissent par trouver un argument qui a du poids : L'« Humanité rouge » est présente dans la lutte.

C'est sur cette base et après la bataille, que les révisionnistes vont débarquer. En effet la police accompagnée de la gardienne s'est vainement efforcée d'intimider les locataires qui occupaient et a dû repartir bredouille.

Aussi quand arrivent Mercieca, de la mairie, et la cellule du PC au grand complet les adhérentes de base qui les ont appelé protestent et s'étonnent de cette sorte de « soutien ». La « délégation » PC a du mal à justifier son peu d'empressement par ses nombreuses tâches, notamment son travail de gestion capitaliste à la municipalité en l'occurrence ! Elle promet bien entendu « d'intervenir » auprès du gérant. L'occupation continue avec son véritable soutien prolétarien !

Correspondant HR.

## Sécurité sociale

### Quand les trusts pharmaceutiques se battent pour le remboursement des médicaments !

Une des mesures du plan Barre vise à réduire le remboursement des médicaments pour diminuer le soi-disant déficit de la Sécurité sociale. Il s'agit en fait de réduire les dépenses de santé des travailleurs et donc leurs possibilités de recevoir les soins. La charette de médicaments qui ne devaient plus être remboursés (laxatifs, vitamines, levures) représente déjà à elle seule 480 spécialités, car, comme pour n'importe quel produit, les industriels multiplient les marques pour vendre davantage. Ce procédé de « mar-

ketting » bien connu, en ce qui concerne les lessives, par exemple, s'applique aussi aux médicaments ! Aux dernières nouvelles, la commission Coudurier, organisme paritaire (patrons de la pharmacie, Etat) s'occupant de fixer les prix et la liste des médicaments remboursables se prononce contre la radiation de ces 480 spécialités.

Ce soutien « inattendu » au maintien de la Sécurité sociale prouve en tout cas une chose : dans notre système, c'est avant tout une « sécurité » pour les profits des trusts de la pharmacie !



Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75



culturel

## Une sage-femme de 58 ans raconte «Notre système médical est rétrograde et sert les privilèges bourgeois»

Dans le code de déontologie (1) de l'ordre des sage-femmes, on peut lire ceci :

— Le secret professionnel s'impose à toute sage-femme sauf dérogation établie par la loi (article 4)

— La sage-femme doit éviter dans ses écrits, déclarations ou conférence toute atteinte à l'honneur de la profession, toute publicité ou réclame personnelle ou intéressant un tiers ou une firme quelconque et d'une manière générale tout ce qui est incompatible avec la dignité individuelle et

professionnelle d'une sage-femme. Elle doit également s'abstenir de fournir, même indirectement tout renseignement personnel susceptible d'être utilisé aux fins ci-dessous. (article 17)

**L'ordre des sage-femmes aussi réactionnaire que l'ordre des médecins**

Autrement dit, toute sage-femme est tenue, sous peine éventuellement de radiation, au secret professionnel.

L'ordre réactionnaire des médecins, en rédigeant le code de déontologie, force toute sage-femme, à devenir soit le témoin muet, impuissant de faits qu'elle réprovoque, soit la complice involontaire mais irrémédiablement liée à l'auteur, de fautes professionnelles graves.

(Je cite ici au hasard le cas d'une jeune femme de 23 ans qui se faisait avorter par un médecin peu maître de ses gestes ce jour-là, et qui s'est retrouvée hystérectomisée, c'est-à-dire que

son utérus ayant été perforé, et l'hémorragie prenant une allure catastrophique, le seul recours possible a été l'ablation de son utérus. C'est donc pour elle l'impossibilité d'avoir un enfant jusqu'à la fin de ses jours. A son réveil, le médecin lui a dit avoir été obligé de l'opérer parce qu'elle s'était fait placer une sonde avant le curetage (2)).

Le fait m'a été raconté par l'infirmière du bloc, indignée, mais elle aussi haïllonnée par le secret professionnel.

**Le problème de la naissance**

Comment démystifier tout cela auprès des femmes qui sont concernées aujourd'hui et qui le seront demain. Pendant des siècles la femme a été mise en condition, à la fois par la société dont elle dépendait, et par le système médical attaché à cette société. C'est ainsi que des mots — angoisse, douleur, vie, mort, rites — ont entouré la naissance d'un enfant. Aucune explication scientifique n'était jamais donnée à la future mère. Comment dans ces conditions amener à une large prise de conscience toutes ces femmes assujetties à un système social et médical rétrograde. Comment leur faire comprendre qu'elles doivent demander, haut et clair, la vérité sur un acte qui devrait être naturel dans 70 % des cas, sans violence, et pour la mère et pour l'enfant.

Je suis personnellement scandalisée par l'hypocrisie qui a conduit les auteurs du code de déontologie à faire de nous et malgré nous, sage-femmes, les complices d'actes chirurgicaux non indispensables allant de la césarienne (3) sans indication valable aux forceps systématiques pratiqués par certains médecins trop pressés et guidés par le seul appât du gain. Sans parler des épisiotomies dites classiques (incision faite avec des ciseaux sur la vulve) qui abrègent le temps de dégagement de la tête. Combien de femmes souffrent des semaines, des mois après. Pourquoi, dans les hôpitaux-écoles, n'appren-on pas à ces médecins qualifiés d'accoucheurs, à savoir dégager une tête sans abîmer les tissus de la mère. La patience n'est pas leur première qualité car ici comme ailleurs, le temps, c'est de l'argent. Pour ce qui touche le nouveau-né, j'ai lu, voici quel-

ques mois, le livre de Frédéric Leboyer : «Naissance sans violence», où il essaye de montrer ce qu'un être vivant peut ressentir des premières heures de sa vie, mais je peux affirmer qu'aucune auxiliaire puéricultrice n'est informée au cours de ses études de la moindre notion de psychologie néo-natale, faisant d'elles des machines à changer, à préparer des biberons pour des «choses» plus que pour des êtres.

**Revendiquer le droit d'être «au courant»**

Les mères sont amenées dans la plupart des cas à l'allaitement artificiel (lire les brochures éditées par les trusts fabricants de lait). Je les vois assignées dans leurs lits par les interdits, les horaires stricts, et plus encore par les propos contradictoires des différentes personnes qui, par roulement, auront à s'occuper des nouveaux-nés. Dans ce domaine aussi, les femmes et les hommes doivent revendiquer le droit d'être instruits de tout ce qui permet de comprendre et donc de mieux aimer son enfant, et de l'amener peu à peu à s'assumer socialement. Les masses populaires doivent être informées et réclamer la plus large diffusion possible des témoignages touchant à ces problèmes. Car si les femmes se mettent à parler — en toute connaissance de cause — elles feront reculer le concept bourgeois médical appliqué aujourd'hui.

Notre corps nous appartient, nous sommes des êtres humains à part entière et nous devons refuser de ceux qui ont le privilège d'en disposer — les médecins — servent pour leurs profits personnels en vertu de ces mêmes privilèges. Nous devons lutter dans ce sens en unissant nos forces et nos revendications. Donner à la femme la liberté de s'assumer, c'est lui donner la possibilité d'établir un dialogue d'égal à égal avec l'homme. L'en empêcher, par le biais des vieux concepts bourgeois, c'est la maintenir dans l'asservissement et l'exploitation qui l'empêchent d'accéder à toutes les fonctions dont elle est capable, de se libérer économiquement et politiquement aux côtés des hommes.

Une lectrice du journal.

\*\*\*\*\*

(1) Ensemble de règles purement «morales» et de conduite liées à une activité professionnelle.

(2) Opération qui consiste à «nettoyer» l'utérus après en particulier un avortement ou une fausse couche.

(3) Opération qui consiste à ouvrir le ventre de la femme enceinte qui ne peut, pour une raison ou une autre, accoucher normalement. C'est par là que l'enfant est sorti.

### Cinéma

## MOI, PIERRE RIVIERE...

Un film de René Allio

Au début du 19e siècle, un jeune paysan normand assassinait sa mère, sa sœur et son frère. Dans un mé-

avec pour acteurs des paysans de l'endroit.

Du point de vue formel, le film est très soigné (belles

à la drogue) sont depuis longtemps un des thèmes favoris de l'«avant-garde». Les fous et les criminels sont un bon sujet, parce qu'ils permettent de mettre en scène des conceptions décadentes sur la prétendue «nature humaine». Notamment :

— L'inconscient détermine et commande la conscience ;

— Chacun porte en soi un «instinct de mort» ;

— La personnalité de chacun est déterminée par des rapports d'amour et de haine au sein de sa famille.

En décrivant minutieusement le monde intérieur de la bourgeoisie impérialiste, le célèbre idéologue Freud a donné une formulation solidifiant scientifique de ces balivernes.

Précisément, le film d'Allio multiplie les références implicites aux théories de Freud. Il met complaisamment en scène tous les actes maladroits du jeune Pierre Rivière, et souligne tous les aspects morbides des rapports entre les parents. «Quel bonheur pour l'intelligence !» s'écrie le *Nouvel Observateur*.

Cette interprétation psychologique, profonde en apparence, reste tout à fait superficielle. Ainsi la mère de Pierre Rivière, principale responsable du drame, est présentée simplement comme une déséquilibrée.

Or si elle persécute son mari c'est surtout à cause de sa rage de s'enrichir. Mais le film ne dit pas d'où vient cette rage. Il détourne l'attention des bases économiques et idéologiques de ce drame familial, qui trans-

paraissent pourtant clairement dans le document du procès.

Autour de ce drame, on voit les gens du village colporter des rumeurs, et prêter de l'argent à la mère de Pierre Rivière pour qu'elle puisse ruiner son mari. Ils ne montrent aucune solidarité active avec la famille Rivière. Dans la grande tradition du réalisme bourgeois, le film se sert ainsi de faits réels pour calomnier le peuple.

*L'Humanité dimanche* ne s'y est pas trompée, et n'hésite pas à donner une portée historique à ce fait divers : «Il s'agit d'un film d'une rare qualité, et dont le cinéma français peut s'honorer (...). René Allio n'est pas un de ces auteurs qui prennent l'histoire pour prétexte pour raconter des aventures plus ou moins saugrenues, mais pour apporter quelques pièces à ce puzzle qui est l'histoire vécue de la France».



Partant d'un fait réel, un drame familial simplement expliqué, par Allio, comme un drame «de malade», et non comme le résultat d'une situation économique et idéologique précise. (Photo DR)

moire à l'intention des juges, il expliqua son acte par sa volonté de soulager son père, en butte aux vexations continuelles de sa mère et de sa sœur.

A partir de ce fait divers René Allio a réalisé un film réaliste. Il a reconstitué adroitement l'époque, les costumes, les intérieurs. Il a tourné dans le pays même,

photos, montage discret et bien rythmé, bonne direction des acteurs. Il n'en est que plus critiquable, car ses qualités formelles servent un propos réactionnaire.

L'art contemporain bourgeois fait une large place à l'irrationnel sous toutes ses formes ; et les déformations de la conscience (qu'elles soient dues à la maladie ou

**Le front culturel est aussi l'affaire de tous les travailleurs**  
**PARTICIPEZ A LA RUBRIQUE TV !**  
**REGARDEZ LES EMISSIONS COLLECTIVEMENT, CRITIQUEZ-LES, ENVOYEZ-NOUS VOS INFORMATIONS ET VOS POINTS DE VUE**

# L'Humanité Rouge

reportage

## Madagascar : Mainmise impérialiste et misère du peuple (3)

# 8e CONGRES DU MONIMA

A Madagascar, situé au cœur de l'Océan Indien, le Monima a pour politique de s'opposer à ce que les différentes forces impérialistes qui rôdent dans la région fassent de ce pays un centre où ils stockeraient des armes ou installeraient des bases de leurs forces militaires.

Alors que l'impérialisme français est en plein déclin dans la région, que l'impérialisme américain a subi des coups mortels portés par les peuples en lutte, le social-impérialisme

russe cherche à prendre leur place et à exercer à son tour une dictature néo-coloniale. Le Monima veut que l'Océan Indien soit une zone de paix, or le social-impérialisme — appuyé par ses valets locaux — (l'AKFM bien sûr, mais aussi les trotskistes du MFM, et les forces pro-soviétiques infiltrées dans les forces progressistes) est plus offensif que jamais et cherche à détourner le mouvement anti-impérialiste et le placer sous sa houlette. La vigilance s'impose.

## Mainmise impérialiste

Pour une bonne part, l'industrie est encore artisanale, (surtout dans la province de Tuléar), tels les salines, les huileries ; les savonneries sont déjà un peu plus mécanisées. Dans les villes les plus importantes, ce sont les compagnies transnationales américaines, européennes et japonaises qui ont la mainmise : telle la SCOA qui étend ses tentacules dans presque toutes les branches industrielles ; à Tamatave (à l'est de l'île) la raffinerie de pétrole est aux mains des trusts américains, français et italiens ; à Diégo Suarez (à la pointe nord) un chantier de construction navale est en train d'être mis en place ; à Majunga (au nord ouest) c'est essentiellement l'usine textile Sotema dont la majorité des actions sont étrangères (RFA, Belgique, etc...). Dans l'industrie pharmaceutique, le monopole est aux mains de Rhône Poulenc pour les médicaments d'utilisation courante et du trust allemand Hoechst pour les produits plus spécialisés. Parmi les autres grands trusts citons : ITT, General Motors, IBM, Bull, Philips, Karubeni, Mitsubishi, Toshoku, Spie-Batignolles.

Des éléments opportunistes, généralement de tendance pro-social-impérialiste russe, disent qu'il ne faut rien faire contre l'implantation des transnationales, parce que ça permet de développer l'industrie. Ils font en sorte que le social-impérialisme vienne lui aussi étendre ses griffes.

En ce qui concerne les cultures, alors que la réforme agraire n'est toujours pas mise en pratique, les grands domaines sont encore aux mains des colons. Ils ont pour nom : la Fifabe, Somalac, Osemo, Sosemo, Fifato,



la SPAS (tenue par un Réunionnais), Lawiera, Samak Goky, et sont bien sûr installés sur les meilleures terres.

Dans le domaine du commerce, il est entièrement aux mains des capitalistes indo-pakistans (pour la partie ouest du pays) et des Chinois de Taiwan (pour la partie est). Les moyens de transport sont généralement tenus par les Indo-pakistans. Ces derniers avaient été amenés comme esclaves du temps de la colonisation française : lorsque les colons sont partis, les Indo-pakistans sont restés et ont pris leur place ; et c'est à eux qu'appartiennent les belles maisons.

Comme dans tous les pays du Tiers-Monde, le social-impérialisme et ses agents locaux parlent «d'aide éco-

nomique» dans le but de soumettre le pays économiquement et le piller à loisir. Les éléments pro-soviétiques sont actifs politiquement et poussent à faire appel à la prétendue «aide soviétique».

A noter que dans la capitale Tananarive (au centre du pays), la municipalité est à majorité révisionniste et le maire n'est autre que le président du parti révisionniste AKFM (soutenu par le PCF). La propagande pro social-impérialiste bat son plein ; à titre d'exemple, dans tous les kiosques sont affichés les torchons «Les nouvelles de Moscou» et «Temps nouveau» la revue des nouveaux tsars du Kremlin. Alors que le Monima, qui compte de 30 à 50 % de militants et sympathisants à Tananarive, (par rapport à l'ensemble de la population), n'est toujours pas «légal», que c'est seulement parce que le rapport de forces est en sa faveur qu'il contraint le gouvernement Ratsiraka à le tolérer. Celui-ci est en effet pris dans une contradiction insurmontable : pour rester en place, il a été contraint de faire appel à des militants du Monima dans son gouvernement, d'autre part il est retenu par les différentes forces pro-impérialistes (ou pro-social-impérialistes) qui ne veulent pas d'une véritable indépendance.

## Visite de sections Monima

Après la tenue du Congrès, le camarade Claude Lebrun — avec des responsables nationaux du Monima trempés dans la lutte — a visité plusieurs sections du Monima dans la province de Tuléar.

A Bézaha (à 126 km à l'est de Tuléar) tout d'abord.

Dans ce village de 2 361 habitants (chiffre de 1975) nous avons été accueilli par la population et par le président de la section : Vincent Ravelomanga, ancien militant qui fut torturé lors du mouvement populaire d'avril 1971 ; ainsi que par la jeunesse et l'Association des femmes Monima. Un accueil à la fois chaleureux et émouvant, car c'était la première fois qu'une telle visite avait lieu. Il faut rappeler que dans cette région, dans tous les villages, il y a des sections Monima. Dans les villages, existent encore les structures féodales, étant donné l'audience qu'ont les chefs tribaux, il est important de faire également un travail dans leur direction.

France aussi — pays impérialiste et colonialiste — il y avait des forces révolutionnaires qui combattaient la dictature de la bourgeoisie, que dans le fond nos deux luttes se rejoignent pour combattre un ennemi commun : l'impérialisme.

Nous avons ensuite notamment visité la source

à l'eau potable, et à côté c'est un lac naturel où l'on peut voir l'eau jaillir (Cf photo), une petite piscine a également été construite.

Cela est très important pour la région, mais si cela était exploité autrement — par les mains du peuple au pouvoir — cette source pourrait être utile à tout le pays et non à la seule région



La source d'eau chaude de Bézaha

thermale d'eau chaude. Il y a 2 ans, fut construit par la société d'Électricité de Madagascar (SEM) un château d'eau, juste à l'endroit où jaillit la source. Maintenant tout le village peut être alimenté en eau courante, et

proche, disent les responsables Monima.

Nous sommes allés ensuite dans un petit village de la brousse, Analamitivala, à une quarantaine de kilomètres de Bézaha, où la population attendait et



Visite au village Analamitivala

Aussi furent exaltés la solidarité militante entre le peuple malgache et le peuple révolutionnaire de France. Pour beaucoup, ce fut une révélation de voir qu'en

permet l'irrigation des rizières. Le «trop plein» est déversé dans des bassins (où les gens peuvent se baigner), une autre sert aux cures, un petit endroit est réservé

où la solidarité militante a été mise en avant.

Il en fut de même dans les 4 sections du district de Tuléar.

En guise de conclusion, disons que le gouvernement de Ratsiraka a hérité de l'ancien appareil d'État réactionnaire et que jusqu'à maintenant il n'y a aucune amélioration — loin s'en faut — des conditions de vie du peuple.

La misère s'étale dans les bidonvilles et les quartiers populaires. Les résultats des luttes populaires ont été dé-

viés et récupérés par la bourgeoisie. Aussi, les paysans pauvres continuent-ils à se battre pour «le droit à la terre», les masses populaires et notamment la classe ouvrière pour mettre fin à l'exploitation, pour la prise du pouvoir par les représentants authentiques du peuple travailleur.

Après les messages et té-

moignages de solidarité au Congrès, ces rencontres dans les villages ont permis également de montrer que si jusqu'à maintenant le peuple malgache se sentait isolé, aujourd'hui il n'en est plus de même ; et montré concrètement la portée du mot d'ordre : «Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !».



Tananarive, les quartiers populaires : des bidonvilles